



Conseil d'Administration du 24 juin CR CFDT-Météo

Sommaire

Points d'actualité.....	1
Le budget de Météo-France est rectifié pour l'année budgétaire 2022 :.....	2
Les avancées permises par la nouvelle chaîne de prévision numérique du temps sur le nouveau supercalculateur de Météo-France.....	2
Un point est fait sur la stratégie de communication de Météo-France.....	3
L'état des lieux des consommations énergétiques de Météo-France.....	4
Le bilan 2021 de la vigilance.....	5

Points d'actualité

La p-dg évoque plusieurs sujets notamment :

- **Le déploiement en cours de Metronome** qui est « *la première étape du projet Prométhée qui vise à fournir une initialisation systématique de tous les bulletins produits sous le contrôle des prévisionnistes, et l'automatisation d'une partie d'entre eux à terme, de façon à permettre aux prévisionnistes d'économiser du temps de production et de se focaliser sur la relation-client. Le déploiement de Metronome dans les DIR a ainsi permis l'initialisation systématique d'une partie des "Météo-Surveillance Bulletins" produits par les DIR pour les Conseils Départementaux* ». Le représentant des Armées indique que Metronome sera aussi déployé sur leurs systèmes.
- **Les formations sur les évolutions de la vigilance pour les EMIZ de métropole :**
240 cadres des services préfectoraux, SDIS (services départementaux d'incendies et de secours), centre opérationnel de zone de défense et services déconcentrés du ministère ont pu échanger avec les 90 intervenants impliqués de Météo-France et du Schapi (DGPR) et des services de prévision de crues.
- **C'est le 3e printemps le plus chaud et le plus sec jamais enregistré en France :**
Le printemps 2022 se classe au 3ème rang des plus chauds (13,2 °C) en France depuis 1900, derrière 2011 et 2020 (ex æquo avec 2007).
Le ministère de l'intérieur précise que les intempéries météorologiques ont beaucoup frappé les concitoyens. Les feux de forêts sont bien plus intenses que l'an passé : alors que la « saison » n'est officiellement pas débutée, ¼ (3500 hectares) des espaces brûlés l'an passé est déjà atteint.
- **Un retour est fait sur les évolutions de Mercator vers un statut d'organisation internationale :** le représentant M. Lenormand de la direction des affaires maritimes du ministère remercie Météo-France pour le soutien porté aux évolutions en cours.

A la demande de Solidaires-Météo, la p-dg confirme que les mises à dispositions de personnels ne seront pas reconduites, mais que des solutions seront trouvées pour les concernés dans l'hypothèse où Mercator ne les reprend pas en détachement. Si nécessaire, il sera possible d'aller jusqu'au 1^{er} décembre en termes de mise à disposition.

Le budget de Météo-France est rectifié pour l'année budgétaire 2022 :

4 mouvements sont envisagés :

a) Réajustement de la subvention versée par le « FAIRH » et relèvement de l'autorisation budgétaire concernant l'enveloppe de personnel

Le Fonds d'Accompagnement Interministériel des Ressources Humaines va abonder les crédits de Météo-France de 700 k€ (soit 2,7 M€ pour 2022), au titre de son projet de réorganisation. Cette augmentation est liée à la nécessité de crédits pour répondre aux demandes d'indemnités de départ volontaire (IDV - 5,5 M€ en 2022 vs 3,0 M€ en 2021).

Suite à une question CFDT, le SG (Secrétaire Général) précise que l'on est à 57 départs en IDV en 2022 pour 61 prévues par l'Etablissement (l'estimation de fin 2021 était de 45 IDV pour 2022). S'il faut en ajouter encore, le FAIRH en ajoutera encore, nous indique le SG.

b) Transfert de crédits de fonctionnement vers l'enveloppe d'investissement

600 k€ sont disponibles du fait d'une mise en service du nouveau supercalculateur reportée d'un mois. En les transférant, Météo-France peut accélérer l'amélioration de la performance énergétique de ses bâtiments (isolation thermique de deux bâtiments à Toulouse - 450 k€ -) et de compléter l'opération de jouvence des capteurs de vent dans le domaine de l'observation (150 k€ supplémentaires).

c) Annulation de crédits liés à des projets de recherche :

Notamment concernant le projet DestinE notamment (« Destination Earth ») dont l'objectif est de mettre au point un modèle numérique de la Terre afin de tester des scénarios pour un développement plus durable (retard du projet)

d) Subvention pour charges de service public (« subvention d'Etat ») :

Elle est portée à 173 112 628 €, soit 62 585 € de plus.

La CFDT-Météo vote POUR ces modifications de budget.

Les avancées permises par la nouvelle chaîne de prévision numérique du temps sur le nouveau supercalculateur de Météo-France

Le Conseil d'Administration est informé de la bascule à venir vers la nouvelle chaîne de prévision, avec une maille de calcul plus fine pour la majorité des systèmes de prévision. La confrontation entre les prévisions et les observations faites ensuite, sur une profondeur de plus d'une année, met en évidence un gain significatif en termes de qualité de la prévision :

- La situation météorologique (dépressions, anticyclones, perturbations, etc.) au-dessus de l'Europe est mieux prévue. L'erreur de prévision sur l'Europe à 2-4 jours d'échéance est

réduite de plus de 5 %, ce qui correspond à un gain de 5 heures en termes de qualité de la prévision par rapport à la chaîne actuelle. Le système de prévision de Météo-France devient ainsi le second meilleur système mondial de prévision sur l'Europe, devant les systèmes des services météorologiques anglais et allemands notamment.

- La prévision des précipitations et des rafales de vent est améliorée à 24-48h d'échéance. Cela aidera à l'« *extension de la vigilance à l'intégralité du lendemain* » d'ici la fin de l'année 2022. Les précipitations sous les orages sont mieux prévues, de 20%.
- Des progrès sont aussi visibles aux latitudes tropicales (trajectoire des cyclones), particulièrement pertinents pour le soutien aux forces armées opérant dans ces régions. Pour les territoires ultramarins, on note des gains significatifs sur les cumuls de précipitations modérés à forts.
- La confiance dans les prévisions de phénomènes dangereux et le risque de scénario plus extrême sont mieux caractérisés.

Cette nouvelle chaîne de prévision numérique est portée par les nouveaux supercalculateurs de 2021. D'autres évolutions majeures sont à venir. L'assimilation des données changera en 2023 et 2024 pour mieux utiliser les observations des radars par ex., et on vise à obtenir les données du satellite géostationnaire MTG-S d'Eumetsat en 2025.

Des retombées importantes de ces évolutions sont attendues pour la prévision des phénomènes météorologiques dangereux à courte échéance (1-2 jours). Pour l'outremer, on déploiera les premières prévisions d'ensemble AROME en 2023.

Le modèle AROME sera à la résolution de 500m en 2024, sur un domaine couvrant la région parisienne et sur un second domaine englobant les Alpes et le pourtour méditerranéen. On évaluera alors l'apport de cette résolution dans la prévision de phénomènes comme le brouillard sur les aéroports ou la température au sein des villes.

Le représentant du ministère Thomas Lesueur indique que les résultats obtenus correspondent aux promesses qui avaient été exposées au moment de l'investissement dans les calculateurs il y a quelques années. Ce qui est un point très positif pour défendre de futurs investissements.

Un point est fait sur la stratégie de communication de Météo-France.

Météo-France souhaite rénover et adapter son dispositif de communication en mettant en avant son rôle essentiel d'accompagnement des usagers et des clients de Météo France. La stratégie de communication permet de dresser un cadre commun sur l'objectif général, les cibles visées, les thématiques traitées, ainsi que les moyens déployés et les priorités.

Selon une étude faite avec BVA, Météo-France bénéficie d'une bonne image pour 9 Français sur 10, y compris chez les jeunes. Nous sommes reconnus acteur historique de référence en France. 64% des français déclarent consulter nos services. La Vigilance est très connue : 92% des français interrogés indiquent la connaître. Mais si nos prévisions météorologiques sont connues, les français ont peu de notion sur nos autres caractéristiques, activités ou domaines d'intervention (statut, métiers, missions, partenaires).

En résumé : Météo-France dispose d'une notoriété remarquable et d'un capital image solide mais demeure quasiment inconnu des personnes interrogées.

Cette nouvelle stratégie de communication visera à :

- Mieux valoriser le rôle et les missions de Météo-France
- Faire connaître et comprendre l'expertise et les moyens engagés
- Renforcer notre utilité pour la société française

Extraits :

Nos trois défis à relever

1 - Prendre pleinement la parole sur nos 3 thématiques majeures

La communication doit contribuer à conforter le rôle de Météo France : être l'organisme référent sur les thèmes de la météo, du climat et de la Vigilance ne se décrète pas mais se prouve.

	Aujourd'hui	Demain
Météo	Nous montrons le résultat sans dévoiler les « coulisses » : cela conduit à banaliser nos productions	Renforcer la pédagogie sur notre savoir-faire, valoriser l'expertise humaine et technique
Climat	Nous nous exprimons sur le climat au sens large	Valoriser notre expertise propre (recherche, projections, données, études) et nos services
Vigilance	Nous avertissons les autorités en charge de la sécurité et le public sans savoir si le public comprend les messages et sait s'adapter	Réaffirmer la Vigilance comme la référence sur les dangers météo. Expliquer et illustrer les différents niveaux de vigilance et promouvoir les comportements associés

Il s'agit aussi de mettre en place à la Direction de la communication une fonction éditoriale centralisée et transversale permettant d'organiser, rationaliser et mutualiser la production des contenus et des outils.

Le représentant du ministère Thomas Lesueur partage cette idée d'accompagner les clients et usagers, il interroge la DIRCOM sur les interventions possibles des présentateurs TV. La DIRCOM souligne l'indépendance des journalistes. Toutefois, elle évoque le renouvellement des équipes à l'AFP : ce sera le 1^{er} juillet ; c'est un événement car cela a lieu tous les 6 ou 7 ans, et une action est prévue côté Météo-France.

La CFDT-Météo interroge la direction sur les partenariats sur certaines thématiques : quid des grands médias, des institutions, des ministères ? DIRCOM/D précise qu'un audit est en cours, et qu'on identifie des nouveaux partenaires institutionnels (en plus de Meteo & Climat ou d'autres partenaires actuels).

La CFDT-Météo relève aussi que tout cela s'inscrit dans le cadre du COP. Or celui-ci précise que sur certains métiers dont la communication, Météo-France devra faire appl à des recrutements extérieurs. DIRCOM/D répond que peu de concours mènent à la communication ; on pourra avoir recours à des profils internes car il y a des talents en interne (le mot « talents » n'a pas été utilisé mais c'était l'esprit) comme des profils externes. Tout un équilibre...

L'état des lieux des consommations énergétiques de Météo-France

(en application de la circulaire du premier ministre relative à l'ajustement des conditions de chauffage des bâtiments de l'État et de ses opérateurs)

Les éléments relatifs aux [consignes de température de chauffage](#) ont été partagés avec tous les agents (28/04/2022). Une attention particulière est à porter sur l'inoccupation des sites la nuit.

Les responsables logistiques devront d'ores et déjà surveiller les « *équipements additionnels qui pourraient être installés par les agents.* » La température de chauffe des bureaux ne devra pas dépasser 19°C cet hiver. La dimension climatisation (pas de clim' jusqu'à 26°C) est aussi prise en compte, notamment en outre-mer, avec toutefois des spécificités pour les salles ou espaces accueillant les serveurs informatiques.

Le nombre de sites utilisant les énergies fossiles pour le chauffage est relativement limité à Météo-France (18 pour le Gaz et 7 pour le fioul). La sortie des énergies fossiles s'inscrit dans nos impératifs : Météo-France a choisi de passer au 100 % biogaz dès le 1^{er} juillet de cette année, nonobstant le surcoût qui en résulte et qui s'additionne à l'explosion des prix de base de l'énergie. Il y aura recours au réseau de chaleur urbain partout où c'est possible techniquement et économiquement.

En ce qui concerne les autres sites utilisant le gaz ou le fioul, le remplacement de ces chaudières sera privilégié au titre du programme « rénovation énergétique » que finance annuellement l'établissement. Ces actions viennent en complément des opérations de rénovation énergétique (bâtiment ou infrastructures) conduites chaque année.

Le représentant du ministère Thomas Lesueur appuie les efforts de Météo-France : « *il faut prendre des bons réflexes, contribuer à la sobriété, il y a aussi la dimension de coûts, et de plus, on sait que l'hiver sera compliqué (surcoût énergétique et d'approvisionnement).* » Il cite le [plan écoresponsable](#) qui fera l'objet d'un nouvel élan à l'automne et ce sera l'occasion de parler des mobilités.

*

Par ailleurs,

- Le Conseil d'Administration autorise la signature de la convention constitutive du GIP IPEV (Institut polaire français, Paul-Émile-Victor). Cet institut devient donc un groupement d'intérêt public.
- Deux marchés recueillent des avis favorables :

1- La fourniture d'extenseurs Ethernet pour nos stations de mesures du réseau d'observation.

2- Un marché visant l'entretien, les réparations, modifications d'un des deux avions de Météo-France (un ATR42-320)

- Tandis qu'une délibération a allongé certaines durées d'amortissement de pièces détachées de radars et satellites (des *délibérations très techniques* indique la p-dg)

Le bilan 2021 de la vigilance

La p-dg conclut ce Conseil d'Administration en indiquant que le bilan 2021 de la vigilance (fait avec la DGPR, DSCGC) a été fourni aux administrateurs.

Au contraire de 2020, les indicateurs sur la non détection sont très bons, revenus à 1,7 %, tandis que les fausses alarmes sont en nombre réduit. Le bilan est donc satisfaisant.